



## Rentrée 2020 dans les écoles, collèges et lycées : improvisation et santé, encore ?

Le 27 juillet, le conseil scientifique français COVID 19 indiquait : « Il est hautement probable qu'une seconde vague épidémique soit observée à l'automne ou hiver prochain. L'anticipation des autorités sanitaires à mettre en place opérationnellement les plans de prévention, de prise en charge, de suivi et de précaution est un élément majeur. » Cette [affirmation](#) confirme les inquiétudes portées par la CGT Educ'action quant au manque d'anticipation et de préparation de l'Éducation nationale pour cette rentrée 2020.

Une vaste [étude sud-coréenne](#)<sup>1</sup> publiée dans le journal états-unien du Centre de contrôle des maladies infectieuses et portant sur des données de traçage recueillies auprès de 65 000 personnes concluait mi-juillet que les jeunes de 10 à 19 ans transmettent la COVID-19 tout aussi efficacement que les adultes.

Une [étude américaine](#)<sup>2</sup> a récemment mis en évidence par ailleurs que les enfants de moins de cinq ans contaminés sont porteurs d'une charge de matériel génétique du coronavirus beaucoup plus élevée que celle des adultes, amenant la communauté médicale internationale à réinterroger l'idée d'enfants en bas ages qui ne seraient pas vecteurs de contamination potentiels.

Si rien n'est sur ce plan définitivement établi, l'incertitude scientifique invite à la prudence et à la mise en œuvre du principe de précaution, notamment en termes d'organisation du travail et d'accueil en milieu scolaire.

Pourtant, force est de constater que l'improvisation reste de mise à l'Éducation nationale, le ministère publiant le 10 juillet une circulaire de rentrée n'envisageant que le retour à la normale dans le cadre d'un protocole sanitaire très allégé, puis faisant paraître une semaine plus tard les détails d'un «[plan de continuité pédagogique](#)», en cas d'aggravation de la menace épidémique, caractérisé par des propositions qui restent très floues et l'absence de tous moyens concrets.

Alors que l'Italie prépare sa rentrée en créant 50 000 postes supplémentaires dans l'éducation, et en investissant dans l'achat de 2 millions de tablettes pour équiper les élèves, l'Éducation nationale en France en est encore à bricoler au coup par coup sur le plan de l'équipement numérique et des mesures de protection nécessaires, tout comme sur le plan de la formation des personnels et élèves.

En revoyant les mesures de prévention à la baisse, le nouveau protocole sanitaire engage le risque de voir l'école contribuer à la relance épidémique et donc d'impacter à terme la possibilité d'accueillir les élèves en présentiel, au lieu d'organiser cet accueil de manière sécurisée, durable et pérenne.

Le [plan de continuité pédagogique](#) publié évoque l'intérêt de constituer «un pool d'équipements informatiques mobiles homogènes (...) pour prêt aux élèves et professeurs pour l'enseignement à distance », mais aucune directive concrète ni budgétaire n'est donnée. Sur le plan opérationnel, aucune chaîne logistique ne semble avoir été mise en œuvre.

Sur le plan des équipements de protection, aucune disposition n'a été prise pour assurer la fourniture massive et gratuite, aux personnels et aux élèves, de masques de qualité professionnelle, avec une chaîne de collecte et retraitement de nature à éviter le risque de contamination. Les personnels en contact corporel direct avec les élèves (infirmier.es, assistant.es d'élèves en situation de handicap) ne font toujours l'objet d'aucune mesure ni équipement spécifiques.

Au niveau des effectifs, aucun plan d'urgence n'a été mis en œuvre. En effet dans le 1er degré l'académie de Nice reste bonne dernière de France au niveau du P/E ( nombre de postes pour 100 élèves ) et en matière de dotations horaires et de taux d'encadrement, dans le second degré, l'académie de Nice est aussi parmi les dernières au plan national et notamment en lycées d'enseignement général et technologique et en lycées professionnels. Faute des ouvertures de postes et de classes nécessaires, le maintien d'une formation générale et professionnelle de qualité respectant les principes de prévention définis par le code du travail et les textes internationaux sera rendu impossible en cas de seconde vague.

Sans recrutement pour baisser les effectifs dans l'ensemble du système éducatif, une nouvelle vague risque d'avoir des conséquences dramatiques, tant sur le plan sanitaire que social. Alors que ni la réussite scolaire des élèves, ni leur santé ou celle de leur famille ne devraient être sacrifiées, les mesures nécessaires ne sont pas mises en œuvre.

Si enfin, le plan de continuité évoque la nécessité pour les collectivités et les services de l'Éducation nationale d'identifier les locaux vides pouvant permettre d'accueillir plus d'élèves en cas de renforcement du protocole sanitaire, l'absence d'anticipation comme de recrutement de personnels risque une nouvelle fois de faire payer aux élèves et aux familles les conséquences du refus d'investir dans les services publics.

La CGT Educ'action continue de réclamer un plan d'urgence pour l'éducation, incluant mesures de préventions réelles et adaptées à la réalité du métier, baisse des effectifs, investissement dans les équipements, formation des élèves et des personnels, réquisition et aménagement de locaux, le tout dans un objectif de prévention maximale du risque épidémique tout en assurant l'accès au service public d'éducation à tous les élèves, en particulier les élèves des classes populaires qui subissent de plein fouet ce manque de préparation.

TOULON, le  
14/08/20

1 Publiée le 16 juillet 2020 dans le journal du Centers for Disease Control and Prevention, *Contact Tracing during Coronavirus Disease Outbreak, South Korea, 2020*

2 Publiée le 30 juillet 2020 dans la revue médicale Jama Pediatrics : *Age-Related Differences in Nasopharyngeal Severe Acute Respiratory Syndrome Coronavirus 2 (SARS-CoV-2) Levels in Patients With Mild to Moderate Coronavirus Disease 2019*